

Troisième étape de la régionalisation

Le 12 septembre 2012, les Syndicats e.i.L.* ont, par courrier, demandé audience au vice-président** de l'Association des Régions de France, par ailleurs président du Conseil de la Région Centre, et membre du groupe de pilotage de la « concertation » sur la Refondation de l'Ecole de la République.

Pas de réponse.

Il y a donc eu une lettre de rappel.

Toujours pas de réponse.

Aujourd'hui, au lendemain du premier anniversaire de l'installation de François HOLLANDE à l'Elysée, la représentation nationale, députés et sénateurs, discutent autour du projet de loi d'orientation et de programmation de l'Education Nationale.

Demain, elle discutera du projet de loi portant sur la troisième étape de la régionalisation, territorialisation, décentralisation, et autre « gérondisation ».

Que contenaient les courriers des Syndicats e.i.L. à François BONNEAU ?

1. Ils souhaitaient lui faire part de leur conception de « **la mission de l'Ecole de la République et de leur inquiétude sur la mise en question au jour le jour, insidieusement, subrepticement même, de la République Une et Indivisible et, par suite, des institutions que la République a mises en place pour former et servir les citoyens de la République** ».
2. Ils affirmaient que, selon eux, « **l'éducation, l'instruction, la formation de ses enfants est une exigence de la Nation qui, de même que la République ne souffre d'être divisée, ne peut se satisfaire de devenir une entité modulable et adaptable selon les localisations géographiques** ».
3. Enfin, tout en s'inscrivant dans le fil des études du grand historien Fernand BRAUDEL, ils demandaient que « **dans le domaine éducatif, l'histoire unificatrice au-delà des oppositions, combien âpres parfois, ne soit pas contrebattue par une dilution et un émiettement des initiatives pédagogiques** ».
- 4.

Donc, demain, l'Ecole de la République, l'Education Nationale, seront livrées un peu plus aux régions *** dont l'empressement du vice président de leur association à répondre aux courriers syndicaux augure mal de la dimension démocratique de ce transfert de compétences.

Peut-être est-ce cela la « démocratie de proximité » ...

Autant dire, pas, plus de démocratie du tout, mais le bon vouloir, surtout s'il est impoli, du petit potentat local, élu et rééligible à l'infini ...

Les Syndicats e.i.L. ne veulent pas de cette troisième étape de la mise à mort de la République.

Ils ne l'écriront pas à François BONNEAU qui ne lit pas son courrier et dans son moderne palais régional pense sans doute qu'il est né de la cuisse de Jupiter !

Mais ils le publieront et republieront dans leurs bulletins, sur leurs sites et sur le blog ... etc. pour la République

* SNEPAG e.i.L. et SNCA e.i.L. Convergence

** François BONNEAU, PS, qui a été parrainé par Michel SAPIN pour accéder à ces hautes fonctions

*** Voir « l'Esprit de Lamoura et la régionalisation » in **AUTREMENT pour le Syndicalisme indépendant, efficace et laïque** n° 6 (à paraître)